

Après le putsch manqué du mois d'août en URSS, une vague nationaliste a balayé les couloirs des gouvernements de l'empire agonisant. En novembre, treize des quinze républiques soviétiques avaient proclamé leur indépendance. Certaines, comme les trois républiques baltes (la Lettonie, la Lituanie et l'Estonie), l'Arménie et la Géorgie, avaient déjà manifesté avant le coup d'État leur intention d'accéder à l'indépendance, mais entre la fin août et la fin octobre, la plupart des autres ont été gagnées par la fièvre indépendantiste.

SEULS LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRATIVE DE RUSSIE ET LE Kazakhstan (peuplé de presque autant de Russes que de Kazakhs) ont fait tache, probablement parce qu'ils formeront le cœur de toute nouvelle union à dominante russe et que, l'ancien centre étant mort, ils ne feraient, en définitive, que se déclarer indépendants par rapport à eux-mêmes.

Cette nouvelle fureur indépendantiste laissait une impression de déjà vu parmi les soviétologues, car en 1989 et 1990, une «fanfare de souverainetés» avait traversé le pays de part en part. Cette fois, cependant, les républiques ne réclamaient pas seulement la direction de leurs propres affaires, mais elles affirmaient aussi, du moins en apparence, leur droit à la pleine reconnaissance au sein de la communauté internationale.

Le coup d'État lui-même constituait à la fois une réponse et un stimulant à cette marée montante de nationalismes. À la veille même de la signature d'un nouveau traité de l'union, les lieutenants déloyaux de Mikhaïl Gorbatchev sont passés à l'action pour empêcher l'accord qui aurait transféré nombre de pouvoirs du centre aux républiques qui s'affirmaient. Seules cinq républiques entendaient signer la nouvelle entente le 20 août (la République fédérative de Russie, le Kazakhstan, la Biélorussie, le Tadjikistan et l'Ouzbékistan), suivies peut-être de quatre autres (l'Ukraine, le Turkménistan, le Kirghizistan et l'Azerbaïdjan) au cours du mois suivant.

Ceux qui ont organisé le coup d'État ont bien compris que le 20 août marquerait la capitulation du Kremlin devant les exigences fondamentales des républiques, au risque d'entraîner le dépérissement de l'État soviétique, quoique guère au sens où Marx et Lénine l'entendaient. Paradoxalement, la tentative de putsch a accéléré le processus même que ses instigateurs essayaient d'enrayer. Comme l'a fait remarquer un commentateur soviétique :

Si dans d'autres pays, un putsch est habituellement l'affaire d'une douzaine de malfaiteurs qui sont ensuite jetés en prison alors que les anciens dirigeants continuent de vivre comme si de rien n'était, le putsch du mois d'août est sans précédent. Pratiquement toute la direction de l'Union [soviétique] – l'appareil répressif, ... le pouvoir exécutif, ... le pouvoir législatif, ... le Parti... –, tous les dirigeants pouvaient être simultanément inculpés en vertu de divers articles du code pénal.

De plus, lorsque tout l'appareil gouvernemental, constitué de criminels ou de leurs complices, est à ce point désavoué par le peuple, il ne peut



rester en place. L'entière direction gouvernementale s'effondre dans un néant politique d'où naît un autre gouvernement. Cela a été le cas, mais ce n'est pas un seul gouvernement qui a émergé.*

Les actes des conspirateurs ont révélé la corruption, la trahison, la stupidité et l'arrogance profondes qui gouvernaient les décisions des organes centraux, ce qui a alimenté les forces centrifuges qui déchiraient l'union. Le projet de traité de l'union a été sabordé et, le 21 août, quand le putsch a tourné au fiasco, les concessions qu'il comportait étaient déjà trop limitées pour satisfaire même les républiques les plus consentantes.

Si l'on examine la carte géographique, on se demande où certaines républiques voulaient en venir avec leurs déclarations. Les régions plus petites ou moins développées pouvaient-elles vraiment espérer et souhaiter accéder à une pleine indépendance ? Qui se cache derrière leurs superbes discours, et quoi ? Par ces déclarations, revendiquent-elles vraiment leur droit à l'autodétermination nationale et à la souveraineté populaire, comme l'Occident aimerait à le croire ? Ou, tel Janus, ont-elles un second visage, plus sombre et peu reluisant ?

Comme tout dans l'ancienne URSS aujourd'hui, les généralisations vont bon train et sont habituellement erronées. Or, malgré la *glasnost*, il faut toujours lire entre les lignes pour discerner le vrai message. Les déclarations d'indépendance signifient par-dessus tout que chacune des anciennes républiques doit être comprise selon ses propres termes. Néanmoins, le sens des proclamations varie considérablement d'un endroit à l'autre, même si l'on retrouve quelques tendances communes.

POUR LES BALTES, LES DÉCLARATIONS TRADUISAIENT sans nul doute une volonté véritable d'accession à l'indépendance, aspiration nationale depuis que leurs pays sont devenus les pions de plus grandes puissances à la signature du perfide Pacte Molotov-Ribbentrop, en 1939. Le 6 septembre 1991, l'État soviétique lui-même a reconnu l'indépendance des républiques baltes. La concrétisation graduelle de ce statut passera par un rejet radical des institutions soviétiques et du pouvoir communiste. De nouvelles procédures et de nouvelles institutions démocratiques sont peu à peu mises en place et, depuis deux ans, on assiste à une authentique révolution nationale et sociale. Certes, des problèmes subsistent et il arrive que le nationalisme se montre sous son visage le plus inquiétant. Par exemple, les droits de l'individu seront-ils aussi bien protégés que les droits de la collectivité des peuples baltes qui s'affirment ? Comment les minorités nationales seront-elles

LA CAVALCADE DES NATIONALISMES

*La face cachée
des souverainetés en
ébullition en URSS.*

PAR JOAN DEBARDELEBEN

*Maksim Sokolov, «Slava Bogu, perestroïka konchilas» (Dieu merci, on en a fini de la perestroïka), *Kommersant* (19-26 août 1991), p. 1.